



ined

PÔLE  
SUDS

## Journées scientifiques *Pôle Suds* 2015

*Pôle Suds est une structure transversale de l'Ined, destinée aux échanges sur les questions, stratégies et méthodes de recherche dans les pays du sud. Son objectif est de favoriser la confrontation d'expériences et de compétences par delà les champs géographiques et disciplinaires, et ainsi de stimuler la circulation des concepts, des méthodes et des démarches. Il permet également d'ouvrir la discipline démographique à des outils, des données et des problématiques relevant d'autres sciences. Les journées scientifiques, qui peuvent être organisées avec d'autres instituts, réunissent des intervenants de différentes origines, autour d'une question de recherche ou de méthode. Elles sont ouvertes au public sur simple inscription.*

**27 & 28 janvier**

### ***Prise en charge des femmes excisées, 1ère consultation internationale***

Colloque organisé par l'IDUP (Université Paris 1) et le CADIS (EHESS-CNRS), avec le soutien de différents partenaires dont Pôle Suds

Longtemps objet de controverses éthique, politique, juridique en tant que pratique culturelle africaine, les mutilations sexuelles féminines (MSF) ont été peu à peu reconnues comme des violences faites aux femmes, des atteintes au droit à l'intégrité du corps, au droit de l'enfance au cours de ces trois dernières décades dans le monde. Environ 125 millions de femmes et ou de filles seraient concernées par les MSF. Bien que les conséquences délétères des MSF en matière de santé et de droits humains aient fait l'objet d'une mobilisation constante et croissante, la gestion publique des conséquences juridiques, sociales et médicales a été conduite de manière différente, au regard des mobilisations de la société civile dans chacun des pays. Dans ce contexte, la France occupe une place particulière. Les flux migratoires des régions à risque y sont anciens, les mobilisations féministes, associatives et politiques y ont été précoces. C'est aussi le premier pays qui ait développé une prise en charge chirurgicale dédiée à la réparation des séquelles sexuelles de l'excision. À l'aune de cette avancée thérapeutique majeure qui refonde les débats scientifiques et professionnels autour d'une offre de soins globale à destination des femmes excisées et de la mise au point de référentiels professionnels, ce colloque qui réunit chercheurs en sciences sociales et professionnels de santé, a pour objectif d'établir un état des lieux des savoirs et pratiques en médecine, santé et sexualités sur les mutilations sexuelles féminines.

**11 juin**

### ***Enjeux, usages et débats politiques autour des données démographiques : perspectives internationales***

Journée co-organisée avec le Ceped et l'Institut Français de Géopolitique

Dans un contexte marqué par le poids croissant des indicateurs basés sur des chiffres de population en vue de quantifier des dynamiques (migration, fécondité) et de mesurer des performances ou des niveaux (de pauvreté, d'éducation, d'espérance de vie, etc.), les données démographiques révèlent de nombreux enjeux politiques et financiers qui alimentent les débats publics sur les grandes questions de société, qu'elles soient nationales ou internationales, par exemple à propos des inégalités entre les groupes. Issus de divers horizons disciplinaires (démographie, science politique, géographie, sociologie, anthropologie, histoire, statistique, économie, santé publique), les participants de la conférence s'efforceront ainsi d'analyser ces enjeux en croisant les regards, les approches et les terrains.

Dans la mesure où les conditions de production des chiffres de population prêtent souvent le flanc à des critiques qui s'avèrent propices à la manipulation et à la controverse, la réflexion tournera autour de deux principales questions qui se recoupent et sont intimement liées : Comment sont produites les données démographiques ? Comment sont-elles utilisées ? Il s'agit donc de s'interroger tant sur les méthodologies scientifiques que sur les usages et enjeux politiques des données démographiques. Lors de cette conférence, seront analysées concomitamment la question de la production des statistiques de population et celle des polémiques que ces statistiques sont susceptibles de provoquer.

Coordination : Géraldine Duthé (Ined), Lama Kabbanji (IRD-Ceped, Ined), Marc-Antoine Pérouse de Montclos (Université Paris 8 - IFG) et Marc Pilon (IRD-Ceped)

**29 & 30 septembre**

***Dynamiques démographiques, politiques sociales et relations entre générations***

Journée co-organisée avec l'UR6 et IPOPS

Dans le cadre de ce séminaire, une approche systémique est retenue, l'objectif étant de lier changements familiaux (et en particulier transformations des relations entre les générations), interactions entre vieillissement démographique et dynamique de la population active, et politiques sociales.

Tous les âges de la vie seront considérés et l'accent sera mis sur les parcours de vie. Une attention particulière sera apportée aux différences entre hommes et femmes dans l'ensemble des dynamiques en jeu (sur le marché du travail comme dans la prise en charge des personnes âgées).

La perspective est résolument internationale, il s'agit de dépasser le clivage nord/sud et de s'interroger sur les convergences et divergences entre systèmes de protection sociale compte tenu des différences de contextes démographiques.

Coordination : Valérie Golaz (Ined), Cécile Lefèvre (Université Paris Descartes, Ined) et Jacques Véron (Ined)

**8 décembre**

***Faire progresser l'accès à l'avortement sécurisé dans des contextes restrictifs :***

***Situations contemporaines et historiques, au Sud en Europe***

Journée co-organisée avec le Ceped et IDEMO

La question de l'avortement est souvent abordée à partir de l'étude comparative des législations en vigueur de par le monde, ou de l'exposé des « arguments » pour ou contre la légalisation que se renvoient les différents protagonistes. Ces aspects du problème tendent à masquer les jeux d'acteurs et le déploiement de stratégies concrètes qui permettent aujourd'hui comme par le passé d'améliorer sur le terrain l'accès à l'avortement sécurisé dans des contextes légaux restrictifs.

L'histoire est particulièrement pertinente pour éclairer le présent à cet égard. Elle invite notamment à constater que l'interdiction de l'avortement, bien qu'ayant de lourdes conséquences sur la santé et la vie des femmes n'a jamais empêché sa pratique. Dans toutes les sociétés étudiées, les acteurs et actrices ont déployé une ingéniosité, mis en œuvre des dispositifs, élaboré des formes d'organisation dont se rapprochent beaucoup, malgré les changements technologiques, certaines situations présentes.

L'apparent statu quo légal qui, d'un point de vue très global, prévaut depuis la fin du XXe siècle cache des situations diverses en matière d'accès effectif et sécurisé à l'avortement.

Dans les faits l'accès effectif à l'avortement dépend beaucoup d'initiatives locales, de stratégies ancrées sur le terrain et peu visibles, et cela d'autant plus qu'elles demeurent clandestines. Ces formes d'action ont pour effet d'améliorer concrètement les conditions de recours à l'interruption de grossesse et, peut-être, à plus long terme, de faire évoluer les mentalités sinon la réglementation. L'incitation internationale à l'amélioration des soins post-abortum permet de former des praticiens aux techniques actuelles d'évacuation utérine ; ces praticiens peuvent ensuite utiliser les utiliser pour interrompre des grossesses. La diffusion de nouveaux médicaments abortifs vendus à travers différents canaux (réseaux formels, informels et/ou numériques de vente et d'information) facilite le recours à l'avortement.

Une question peut alors être posée : ces évolutions discrètes peuvent-elles ouvrir des brèches significatives ? Les systèmes de contournement sont-ils aussi efficaces que les combats politico-juridico-législatif pour garantir une évolution durable de l'accès à l'avortement ? Les premiers favorisent-ils les seconds ou sont-ils de nature à les désactiver ?

Coordination : Fabrice Cahen (Ined), Agnès Guillaume (IRD-Ceped) et Clémentine Rossier (Université de Genève-IDEMO, Ined)

## **Contacts**

Pôle Suds

Institut national d'études démographiques

133 boulevard Davout - 75020 Paris

[http://pole\\_suds.site.ined.fr](http://pole_suds.site.ined.fr)

[polesuds\\_contact@listes.ined.fr](mailto:polesuds_contact@listes.ined.fr)

+33 1 56 06 20 58

Responsable scientifique : Géraldine Duthé

Assistante : Crystèle Blin